



LES CENTRES SOCIAUX APPELLENT UN SOUTIEN À LA HAUTEUR DES BESOINS !

Faire plus avec moins, une équation impossible à résoudre

L'augmentation continue des charges met en péril la capacité des structures à agir. Dans le secteur social comme associatif, les postes sont de plus en plus difficiles à pourvoir, et de plus en plus précaires, nécessitant des revalorisations indispensables. La surcharge administrative et les exigences sans cesse accrues envers les structures placent les équipes dans des situations où les **contraintes de gestion s'imposent au détriment de la qualité du projet**. Plus globalement, les structures ne peuvent plus faire le grand écart entre des demandes en termes de lien social, d'urgence sociale, d'animation et de développement social qui ne cessent d'augmenter, et un investissement public qui n'est pas à la hauteur.

Des premières réponses insuffisantes

Alors que le rôle fondamental des centres sociaux et espaces de vie sociale est rappelé et réaffirmé par les politiques publiques récentes, côté État et organismes sociaux, la prise de conscience s'opère. De premières revalorisations de prestations ont été annoncées (COG CNAF – Etat, juillet 2023) et des efforts pour soutenir la reconnaissance de certains métiers en tension actés (métiers de la petite-enfance notamment). Côté collectivités, certaines ont renforcé leur soutien aux structures.

Mais ces premiers pas ne suffisent pas. Les collectivités locales disent n'avoir plus de marge de manœuvre, quand les autres partenaires se renvoient la responsabilité financière.

Sans un soutien financier pérenne et à la hauteur, de l'État et de nos partenaires, la réponse à cette équation sera – et est déjà sur certains territoires – des structures en déficit, la réduction ou la fermeture de service et d'activité.

Des conséquences directes pour les habitant·es et les territoires

Réduction de la capacité d'accueil collectif des enfants, annulation d'animations culturelles, limitation des temps d'ouverture, augmentation des tarifs des activités et des services, situations d'isolement qui augmentent, territoires qui s'appauvrissent et qui perdent des emplois, voire fermeture de centres... sont autant de conséquences sur les habitant.es et les territoires. **Les centres sociaux et espaces de vie sociale sont en effet des lieux de vie et de solidarités** qui agissent dans les territoires avec les habitant·es – de la petite enfance au grand âge – et acteurs locaux, avec la conviction que **le lien social n'est pas une marchandise**.

Leur intervention repose sur des équipes dont les conditions de travail et la reconnaissance sont essentielles pour leur permettre de mener à bien leurs missions. Ne pas leur allouer les moyens nécessaires constitue une remise en cause du rôle singulier et précieux de nos structures.

Nos demandes : Pour un soutien exceptionnel et vers un nouveau modèle économique

On pourrait nous demander de faire preuve d'adaptation.

Les centres sociaux le font depuis des années déjà.

Ils sont arrivés à la fin de leur aptitude à imaginer et trouver des réponses.

Celles-ci doivent aujourd'hui être pensées et construites en coresponsabilité, avec nos partenaires.

C'est pourquoi nous appelons **à un rendez-vous de l'ensemble des partenaires des centres sociaux** pour affirmer leur coresponsabilité face aux enjeux de cohésion sociale et d'affirmation du rôle des centres sociaux comme bien commun à préserver et de construction de réponses structurantes : ministre des solidarités et des familles, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, secrétaire d'Etat à la jeunesse et la vie associative, présidences de la CNAF et la CNAV, présidences des associations nationales d'élus. Un rendez-vous leur est ainsi proposé dans le courant du premier trimestre 2024 par la FCSF et le réseau des centres sociaux, socioculturels et espaces de vie sociale.

A court terme, **notre réseau appelle au déblocage d'un fonds de soutien exceptionnel**. Il s'agit là de permettre aux structures de pouvoir passer le cap de cette période, maintenir une activité à la hauteur des besoins dans cette période où le lien social, les solidarités, l'attention aux plus vulnérables doivent être plus que jamais préservés.

A moyen terme, **notre réseau souhaite construire avec l'ensemble des coresponsables de la cohésion sociale un nouveau pacte de coopération entre centres sociaux et pouvoirs publics et un modèle économique renouvelé**, en cohérence avec le sens du projet et de l'approche centre social dans les territoires (refonte du modèle économique de l'animation coordination globale, renforcement des fonctions de l'animation collective famille, modèle économique des centres de loisirs à repenser, qualité et conditions de la coopération, lutte contre la surcharge administrative...) Plus spécifiquement, nous portons également les propositions telles que formulées par le Mouvement associatif, pour renforcer l'emploi et le bénévolat dans les associations (parmi lesquelles la revalorisation du Fonjep).

Du local au national, **soyons à la hauteur des enjeux et défis de cohésion sociale à relever aujourd'hui et pour les années à venir.** Les envies d'agir des habitant·es sont là, les équipes sont au rendez-vous et veulent continuer à faire vivre le lien social, les solidarités, le pouvoir d'agir et de transformation sociale, et de concourir à une société plus juste !

**Soutenez – nous,
signez une carte postale et
déposez la, dans l'urne**

Mercredi 31 Janvier 2024

15 h – 17 h

**Tous les centres sociaux de l'Ain
ont rendez-vous**

sur la colline des conches (Revermont)

**Une délégation de 12 personnes du Centre Social
sera présente à cette mobilisation**